

*Questions orales*

La Commission canadienne du blé a toujours essayé d'expédier le blé vers les points qui ont la préférence du client, et nous continuerons d'agir en ce sens. Je présume que la question a été soulevée auprès de M. Eltsine ce matin. L'essentiel est que nous conservions les contrats de vente et que le grain soit expédié vers la Russie.

Aucune mesure n'a été prise pour changer quoi que ce soit au port de Churchill et nous espérons qu'une partie du grain pourra y transiter. La Commission canadienne du blé et l'acheteur devront prendre une décision à ce sujet.

\* \* \*

**L'EMPLOI**

**M. Brian Tobin (Humber—Sainte-Barbe—Baie Verte):** Madame la Présidente, ma question s'adresse au ministre de l'Emploi.

Mardi, à St. Anthony, Terre-Neuve, un millier de pêcheurs et de travailleurs d'usines de transformation du poisson ont manifesté pour demander au gouvernement de réagir au fait, qu'ils sont sans aucun revenu depuis le 15 mai et pour solliciter de l'aide.

Mercredi, à la Chambre, le premier ministre s'est engagé au nom du gouvernement à présenter un programme d'aide à court, moyen et long termes. De ce côté-ci de la Chambre, nous nous en réjouissons.

Étant donné qu'il ne reste qu'environ deux jours de séance à la Chambre et qu'aucun renseignement n'a encore été communiqué aux pêcheurs et aux travailleurs d'usines, qui attendent un moratoire sur les pêches, le premier en 500 ans, le ministre peut-il, au moyen d'une déclaration à la Chambre, expliquer à la population de Terre-Neuve et du Labrador quelles propositions ou quels programmes il présentera pour fournir immédiatement une aide à court terme à ceux qui sont sans revenu depuis cinq ou six semaines?

**L'hon. Bernard Valcourt (ministre de l'Emploi et de l'Immigration):** Monsieur le Président, comme le premier ministre l'a dit à la Chambre, il y a deux jours, soit le 17 juin, le gouvernement est parfaitement au courant de la situation qui règne dans le secteur des pêches à Terre-Neuve et au Labrador—en fait, dans tout le Canada atlantique.

Il a dit alors que le ministre des Pêches et des Océans, qui est à Terre-Neuve aujourd'hui, rapporterait des propositions que le gouvernement étudierait.

Je voudrais pouvoir fournir plus de détails au député aujourd'hui, mais c'est impossible et je ne voudrais pas lui donner l'impression que l'ajournement de la Chambre pourrait empêcher le gouvernement de prendre les mesures qui s'imposent. S'il est impossible au gouvernement d'annoncer ce qu'il envisage avant l'ajournement de la Chambre, il trouvera moyen de le faire par la suite et il le fera sans tarder.

• (1440)

**M. Brian Tobin (Humber—Sainte-Barbe—Baie Verte):** Une question supplémentaire, madame la Présidente.

Plus de 60 députés de diverses allégeances politiques, y compris les députés indépendants, ont demandé officiellement un débat d'urgence en bonne est due forme sur cette question.

C'est la première fois depuis un demi-millénaire que nous parlons de placer un moratoire officiel sur les pêches, de mettre fin à une industrie qui est le moteur de l'économie de Terre-Neuve et du Labrador et sans doute à des degrés similaires de celle d'autres parties du Canada atlantique.

Le ministre peut-il dire aujourd'hui à la Chambre, avant que celle-ci ne s'ajourne pour l'été, si lui-même, en tant que ministre de l'Emploi, et son collègue, le ministre des Pêches, sont prêts à expliquer à la Chambre, et par l'intermédiaire de celle-ci, aux Canadiens, ce qu'ils vont faire? Quelles mesures vont-ils prendre pour veiller à ce que les gens puissent subvenir à leurs besoins essentiels et continuer de vivre dans la dignité en attendant que les stocks de morue soient reconstitués?

**L'hon. Bernard Valcourt (ministre de l'Emploi et de l'Immigration):** Monsieur le Président, le gouvernement a déjà pris des mesures afin de protéger les familles de pêcheurs à Terre-Neuve, au Labrador et dans le reste du Canada atlantique.

Le premier ministre a clairement fait savoir que nous étions en train d'examiner des moyens de répondre à leurs préoccupations. Le député parle d'un moratoire qui n'a pas été décrété. Le ministre des Pêches et des Océans se trouve actuellement là-bas, où il tient des consultations avec les gouvernements provinciaux et avec les groupes ayant des intérêts à Terre-Neuve et au Labrador.